

Un phénomène de longue durée

La mondialisation du 19^e siècle à aujourd'hui

François Talcy*

» Faut-il avoir peur de la mondialisation ? La réponse est donnée dans un récent ouvrage collectif qui rappelle que le terme de mondialisation ne serait apparu dans les dictionnaires que vers 1960 pour désigner « *le fait de devenir mondial, de se répandre dans le monde entier* ».

Suite au congrès du comité franco-allemand de recherche sur l'histoire de la France et de l'Allemagne aux 19^e et 20^e siècles, qui s'est tenu en septembre 2010 à l'université de Lille III, les organisateurs ont réuni les textes des nombreuses interventions en un ouvrage qui complète la série de publications proposées depuis 2007 sur différents aspects de la coopération franco-allemande. Le thème retenu pour ce huitième volume peut surprendre, alors que, comme le souligne Jean-François Eck (de l'université Charles de Gaulle à Lille)

dans son introduction, le mondialisme ou l'internationalisme étaient jadis préférés à la mondialisation, phénomène qui a envahi le discours public surtout après la faillite de la banque américaine *Lehman Brothers* en septembre 2008. Même si auparavant le vocable n'était pas encore entré dans le langage courant, il est clair que le phénomène de la mondialisation est beaucoup plus ancien. Sans remonter à la fin du Moyen Age ou même à l'Antiquité, comme le font quelques auteurs qui se penchent sur le dynamisme du capitalisme mar-

Globalisierung

Zwei Jahre nach der 12. Tagung des Deutsch-Französischen Historikerkomitees zur Erforschung der deutschen und französischen Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts werden die Beiträge in einem Sammelband veröffentlicht. Das Thema – Deutschland und Frankreich in der Globalisierung des 19. und 20. Jahrhunderts – nimmt seit einigen Jahren eine prominente Stelle innerhalb der sozial- und geschichtswissenschaftlichen Forschung ein. Vor allem zwischen 1860 und 1914 und seit den 1970er-Jahren zeigt sich eine besondere Relevanz für die Geschichte beider Länder.

Hervorzuheben ist in diesem Sammelband die Darstellung der Stahlindustrie, die sich in Frankreich und Deutschland während des 20. Jahrhunderts in einer ähnlichen und gegensätz-

lichen Weise entwickelt hat. Ähnlich waren die Strategien, anders allerdings die Ergebnisse: Während Deutschland weiterhin über eine nationale Stahlindustrie verfügt, verschwand in Frankreich, 2001 durch Fusionierungen mit Unternehmen aus Luxemburg und Spanien, aber vor allem 2006 durch den Verkauf von *Arcelor an Mittal*, das letzte unabhängige Unternehmen. Ein aktuelles Thema von höchster Brisanz.

Dieser Industriezweig, stellt die Autorin fest, werde auch durch den Mangel an deutsch-französischen Fusionierungen gekennzeichnet. Andere Autoren beklagen, dass Europa heutzutage „als eine technokratische Maschine erscheint, die nicht mehr in der Lage ist, einen Damm gegen die Gefahren der Globalisierung zu bauen, nachdem sie das liberale Modell aus angelsächsischem Ursprung angenommen hat“.

Red.

* François Talcy est journaliste indépendant.

chand, il est utile de regarder dans le passé pour mieux comprendre ce que les Allemands appellent la *Globalisierung* (par analogie au terme anglais *globalization*) et qui obéit à de nombreuses définitions, selon que la question est posée par des économistes, des historiens, des géographes, des sociologues ou des politologues. Etienne François (université de Berlin) par exemple rappelle que dès l'Antiquité « *chaque civilisation s'est bâtie, non pas dans l'isolement, mais dans la constante recherche*

Europa in der Welt

„Die geopolitische Analyse zeigt, dass die Machtkriterien, die die Rangordnung zwischen Ländern bestimmen, mit der Globalisierung überhaupt nicht verschwunden sind, sich allerdings verändern. Ganz anders als zur Zeit des Kalten Krieges sind sie zugleich vielfältiger und vorübergehend. In diesem Zusammenhang kann man bedauern, dass die Europäische Union dauerhaft unfähig ist, sich auf der internationalen Bühne zu behaupten. Einer der Gründe dafür scheinen die verschiedenen Auffassungen, die ihre führenden Mitglieder, besonders Frankreich und Deutschland, haben. Für Frankreich gilt die Union als Ersatz für die verschwundene Macht, die es als nationaler Staat besaß. Für Deutschland bildet es ein Mittel, um das Einfügen in einer globalisierten und multilateralen Welt zu ermöglichen. So ist es unentbehrlich, dass die Gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik trotz ihrer jüngsten institutionellen Veränderungen geringe Fortschritte macht. Bevor sie einen größeren Teil an den Angelegenheiten der Welt gewinnen können, würden Europäer klug sein, ihre Meinungen darüber deutlicher zu äußern.“

Stephan Martens (Universität Bordeaux) in dem deutschen Abstract seines Beitrags im rezensierten Sammelband

d'un dialogue avec les autres, que celui-ci ait pris la forme d'échanges pacifiques ou guerriers et qu'ils aient porté sur des marchandises, des hommes, des techniques, des idées ou des religions ». Contrairement à ce que bon nombre d'adversaires de la mondialisation (voir la « démondialisation » qu'Arnaud Montebourg prônait avant de venir ministre du Redressement productif en 2012), le phé-

nomène ne correspond aucunement à un nivellement planétaire, mais bien à « *une exploitation des différences* », même si d'aucuns estiment que cette mondialisation est « *porteuse d'un univers culturel uniformisateur et appauvrissant* ». Jean-François Eck fait remarquer que « *ce n'est que récemment que l'apport de l'histoire globale a été adopté par les historiens de la colonisation ou de la décolonisation* ». Les historiens de l'économie peuvent plus facilement remonter aux débuts de l'industrialisation (fin du 18^e siècle) et aux tentatives d'union monétaire lancées dans la seconde moitié du siècle suivant. Dans leurs relations avec le reste du monde et dans leurs rapports bilatéraux, la France et l'Allemagne ont connu de nombreuses mutations en fonction des interdépendances et des rapports de force dans un monde multipolaire qui recherche encore sa vraie définition, notamment dans le contexte de la construction européenne : « *Conçue en France comme le moyen de prolonger la puissance passée, l'Europe est pour l'Allemagne un acteur de la mondialisation, procurant de meilleures chances d'insertion internationale* ». Plusieurs contributions font état de similitudes dans les deux pays, par exemple dans les domaines militaires, ecclésiastiques ou savants. Pourtant, peut-on lire dans l'introduction, « *France et Allemagne semblent souvent incapables d'adopter une attitude commune face à la mondialisation* ». Et de citer la politique étrangère ou encore les syndicats face au marché unique.

L'exemple de la sidérurgie

Les effets de la mondialisation ne sont pas les mêmes dans les deux pays. Françoise Berger (de l'Institut d'études politiques de Grenoble) prend pour exemple la sidérurgie, dont l'une des particularités est l'absence de tout regroupement franco-allemand. Le secteur est d'une grave actualité en France dans le conflit qui oppose l'Etat à *Arcelor-Mittal* : aujourd'hui, l'Allemagne a su garder une sidérurgie nationale, alors que la France a perdu depuis la fusion en 2001 d'*Usinor, Arbed* (Luxembourg) et *Aceralia* (Espagne) sous le nom d'*Arcelor*, mais surtout depuis le rachat en 2006 d'*Arcelor*, sa dernière entité autonome. Des choix différents ont donc été opérés dans les deux pays. L'auteur pose une question rhétorique : « *Face à l'accéléra-*

tion de cette mondialisation qui a pesé lourd sur les décisions prises dans le secteur sidérurgique, les réponses des entreprises françaises et allemandes ont-elles été globalement les mêmes ? » Plusieurs réponses sont fournies :

- une réponse commerciale (avec un esprit de conquête des marchés extérieurs pour la sidérurgie allemande, alors que la France axée sur un marché national se tourne vers le nucléaire) : « *Alors qu'une réponse européenne aurait peut-être été une solution, ni les Français, ni les Allemands ne relâchent la compétition entre eux* ».
- une réponse par les ententes, nationales, puis internationales, pour le commerce d'exportation : « *Approche privilégiée par l'industrie sidérurgique européenne, en particulier allemande, comme réponse aux diverses difficultés du marché* ».
- une réponse technologique : « *De 1974 à 2002, les investissements allemands sont toujours supérieurs aux français (environ le double)* ».
- une réponse capitalistique, avec de grandes vagues de fusions et une rapide évolution, ces dernières années, des implantations dans le monde.

En fin de compte, il apparaît que « *la différence de la sidérurgie allemande et française face à la mondialisation tient en grande partie, sur la longue durée, à l'approche commerciale générale, en particulier sur les marchés mondiaux* ».

L'Europe face à la mondialisation

Si la mondialisation a modifié la donne dans le monde économique et social, elle n'a pas pour autant fait disparaître « *les facteurs de puissance qui fixent la hiérarchie entre les pays* ». Pour Stephan Martens (de l'université de Bordeaux), ces facteurs ont « *changé de nature* » en devenant « *plus divers et changeants qu'au temps de la Guerre froide* ».

L'auteur déplore à ce propos l'incapacité persistante de l'Union européenne à exister en tant que telle sur la scène internationale et cite comme raisons principales les conceptions différentes qu'ont les pays-membres, notamment la France et l'Allemagne, de ce que représente l'Europe face à la mécanique complexe du monde multipolaire : « *L'Europe idéale, vue par la France, garantit, prolonge et multiplie la puissance nationale* ». Et pour l'Allemagne, « *l'Europe puissance doit s'insérer dans*

le maillage des interdépendances multiples et diverses aux plans européen, euro-atlantique et international, au bénéfice du renforcement des organismes internationaux, notamment de l'ONU ». Stephan Martens rappelle que Gerhard Schröder est le seul chancelier à avoir fait sien l'expression française « *Europe puissance* », en déclarant à Paris devant l'Assemblée Nationale en 1999, que cette expression « *traduit exactement le but que nous poursuivons ensemble* ». Mais personne à Berlin ne l'a utilisée jusqu'ici, car dès 1951 la France a imaginé l'Europe comme un facteur de paix en faveur de la réconciliation franco-allemande, alors que l'Allemagne tenait avant tout à éviter que les chapitres sombres de l'Histoire ne se renouvellent. Ambivalence et incompréhension originelle, estime l'auteur, pèsent aujourd'hui encore sur la définition commune d'un vrai concept stratégique pour l'Union. Et pourtant, « *aucun Etat membre, pas même l'Allemagne ou la France, ne pourra peser tout seul sur la scène internationale* ».

L'Europe serait-elle un « *objet politique non identifié* », comme le disait Jacques Delors ? Ce n'est pas la seule question qui demeure après les échanges de propos reproduits dans l'ouvrage. Jean Nurdin (de l'université de Bourgogne) estime que l'Europe a aujourd'hui « *le visage d'un appareil technocratique, devenu incapable de former un rempart contre les dangers de la mondialisation* ». Il regrette que malgré d'indéniables progrès, l'intégration politique des Etats-membres stagne et que « *l'objectif final du processus envisagé par les pères de l'Europe (Schuman, Adenauer, Spaak, de Gasperi, Spinelli, Brugmans et d'autres) paraît bel et bien tombé dans l'oubli* ». Face au manque de dynamisme, l'Europe subit aussi bien les effets positifs que les conséquences négatives de la mondialisation – des répercussions qui expliquent le malentendu sur le vocable même, d'aucuns préférant parler de « *globalisation* » quand il est question d'économie et de finance ; d'autres réservent le terme de « *mondialisation* » à l'ouverture des cultures.

Jean-François Eck, Dietmar Hüser (éd.), *Deutschland und Frankreich in der Globalisierung im 19. und 20. Jahrhundert / L'Allemagne, la France et la mondialisation aux 19^e et 20^e siècles*. Franz Steiner, Stuttgart, 2012, 214 pages.